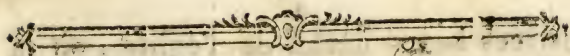


F. de Bonald
né à Bonald (Loire)



D I R E

DE M. L'ÉVÊQUE DE CLERMONT
A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

*Au nom des évêques députés à cette
assemblée.*

MESSIEURS,

Lorsque votre comité ecclésiastique vous proposa le plan de constitution du clergé, dont vous avez adopté les principales dispositions, nous crûmes devoir, par l'organe d'un des évêques de cette assemblée, vous faire connoître nos vœux pour une salutaire réforme des abus qui avoient pu se glisser dans le sanctuaire. Tous nos cahiers exprimoient ces vœux, & ne faisoient que répéter les sentimens qui, de tout tems ont animé le clergé de France.

Votre comité nous annonçoit un retour à la discipline des premiers siècles,

A

de ces beaux siècles de l'église , où la sainteté de ses ministres donnoit un plus grand éclat à leur caractère ; où leur vie étoit une prédication habituelle , & où la foi des fideles , animant leur vénération & leur respect pour le sacerdoce , leur montrait dans les pontifes & les prêtres , la personne même du pontife éternel.

Sans doute , que nous eussions dû concourir aux travaux des auteurs de ce plan, s'ils l'avoient réalisé ; sans doute que le clergé de France auroit dû s'y rallier ; mais , messieurs , nous n'avons pu reconnoître dans ce plan , que celui d'une législation nouvelle , où s'il se trouve quelques vestiges des anciens canons , ils sont mêlés à des règles qu'ils n'ont jamais tracées , & que l'église n'a jamais connues.

C'est alors que nous avons dû vous manifester nos principes ; c'est alors que nous vous avons exposé que la puissance civile pouvoit , à la vérité , faire des loix pour rappeler l'exécution des anciens canons ; mais nous n'avons pu vous dissimuler qu'une législation nouvelle pour le gouvernement de l'église , ne pouvoit s'établir , si elle ne l'acceptoit & ne la consacroit par son autorité.

3

Nous vous avons dit & nous avons dû vous dire , qu'il appartenoit essentiellement à l'église , de fixer les droits respectifs du pape , des métropolitaines , des évêques & des curés , dans l'exercice des fonctions purement spirituelles ; nous vous avons ajouté , que nous reconnoîtrions toujours tenir de la puissance temporelle tous les pouvoirs civils dont nous sommes revêtus ; mais qu'en qualité de pasteurs des âmes , immédiatement constitués par Dieu même , pour diriger les fideles dans l'ordre du salut , nous n'étions ni les mandataires , ni les délégués de la nation.

Nous n'avons pas oublié d'énoncer , comme une vérité incontestable , que l'église est dans l'empire , & que pour l'exécution des loix de discipline , le concours de la puissance civile est nécessaire ; vous devez vous rappeler, messieurs, que cette doctrine vous fut annoncée par M. l'archevêque d'Aix , le 29 mai dernier , & qu'il vous dit , en termes formels , *que plusieurs des changemens qu'on vous proposoit , ne pourroient être valablement opérés , qu'autant qu'ils seroient faits par la puissance ecclésiastique , de concert avec l'autorité temporelle.*

A cette même époque encore , nous avons vivement sollicité la tenue d'un concile national , & nous avons déclaré *ne pouvoir participer en rien , par rapport au plan proposé , à des délibérations émanées d'une puissance purement civile , qui ne peut s'étendre sur la juridiction spirituelle de l'église.*

Si nous avons insisté sur la demande déjà faite plusieurs fois , d'un concile national , c'est que cette voie nous paroissoit plus conforme aux maximes de l'église Gallicane ; mais nous avons ajouté , ce que nous nous ferons toujours un devoir de professer hautement , qu'à défaut d'un concile , le recours au chef de l'église universelle , étoit un moyen canonique consacré par une pratique constante des églises de France , dès les premiers siècles ; nous l'avons expressément énoncé ; & c'est sans doute ce qui a déterminé le roi à écrire au saint-siège , pour solliciter son concours.

Nous attendions avec confiance le résultat de cette démarche digne de la piété du fils aîné de l'église ; quand nous avons appris , avec autant d'étonnement que d'affliction que , sur une simple proclamation ; les départemens & les dis-

triets du royaume se dispoſoient à faire
exécuter, vos décrets. Seroit-il donc poſ-
ſible, que les repréſentans d'un royaume
catholique & très-chrétien, ne vouluſſent
pas donner au chef de l'églife, le tems
de faire entendre ſa voix ? ſeroit-il poſ-
ſible, que ces mêmes repréſentans ne
vouluſſent pas apprécier les obligations
indispensables des pasteurs, & qu'ils
fuſſent inſenſibles aux troubles affreux
que porteroit dans l'âme des fideles un
changement ſans exemple dans nos an-
nales ; & qui ne peut être légitimé que
par la puiſſance de l'églife ? ſeroit-il
enfin poſſible ; qu'après avoir annoncé
votre reſpect pour la religion de vos
peres, avoir reconnu l'églife de Rome
comme le centre de l'unité catholique ;
& le pape, comme le chef viſible de
l'églife univerſelle, vous vouluſſiez pré-
venir par des démarches prématurées,
une répoſe ſollicitée par le roi, attendue
avec le plus grand empreſſement dans
les diocèſes, que nous nous flattons de
voir inceſſamment arriver, & dont les
vues ſages & prudentes pourroient opérer
le plus heureux accord ?

Pour nous, meſſieurs, nous vous-di-
rons avec vérité, que nous chercherons

à concilier nos devoirs avec vos vœux, & à vous donner des preuves de notre déférence dans tous les points de la nouvelle constitution du clergé, qui peuvent dépendre personnellement de nous. Dans ce qui concerne nos intérêts purement temporels, nous ne calculerons jamais nos sacrifices; mais nous ne cesserons de vous répéter aussi, avec la candeur & la fermeté qui font le caractère du sacerdoce, qu'il est dans cette constitution, plusieurs dispositions sur lesquelles chacun de nous ne peut prévenir le vœu de l'église.

L'église, messieurs, ni ses ministres, ne peuvent reconnoître des principes d'hier & des principes d'aujourd'hui. Ceux qui la dirigent depuis sa naissance, aussi immuables que leur divin auteur, ne sauroient essuyer de variation : la discipline peut changer, mais elle ne peut jamais s'éloigner des principes sacrés qui tiennent aux bases fondamentales du christianisme; la discipline peut changer, mais uniquement par le concours de la puissance ecclésiastique & de la puissance civile.

Je conclus, messieurs, à ce qu'il soit ordonné aux départemens, districts

& municipalités , de suspendre toute exécution de vos décrets concernant la constitution du clergé, jusqu'à ce que le roi ait reçu la réponse du chef de l'église.

Nota. M. l'évêque de Clermont ayant demandé la parole à M. le président, & l'ayant obtenue, est monté à la tribune, pour prononcer le *Dire* ci-dessus. A peine a-t-il commencé, que plusieurs membres ont réclamé l'ordre du jour. Après quelques débats, cette motion a été mise aux voix & décrétée, & Monsieur l'évêque de Clermont est descendu de la tribune, sans pouvoir se faire entendre. Les évêques aux noms desquels il devoit parler, l'ont prié d'envoyer son *Dire* à M. le président, en lui demandant de le faire connoître à l'assemblée, & cet envoi a été fait le même jour.

De la séance à Paris

*à Paris le 25 et
le 26 et le 27
en un seul jour - il*

